



Le dangereux changement de cap de Berne

Un réseau informel regroupant des médias, des agences gouvernementales et des groupes de réflexion pousse la Suisse vers l'OTAN.

Patrik Baab

lun. 14 sept. 2026 18 min de lecture

Longtemps définie par sa neutralité perpétuelle et ses bons offices, la Suisse est aujourd'hui prise en étau entre le respect de sa tradition et la nécessité de se positionner sur l'échiquier géopolitique.

Dans cet interview, Patrik Baab s'entretient avec Rafael Lutz, un journaliste suisse alémanique qui connaît parfaitement les rouages des institutions suisses. Rafael Lutz passe en revue les mécanismes qui, selon lui, rapprochent progressivement le

pays de l'OTAN et de l'Union européenne — une analyse qu'il expose en détail dans *Das NATO-Netzwerk in der Schweiz*, un ouvrage qui a fait couler beaucoup d'encre. L'entretien a eu lieu à Zurich le 20 août 2026, au lendemain de la parution du livre.

Réseaux d'influence, pressions étrangères, purges discrètes au sein de l'appareil de sécurité, rôle des médias et des think tanks : l'ouvrage dresse le portrait d'une neutralité de plus en plus remise en cause par des décisions rarement soumises au débat public. Il convient de noter que les principaux libraires de Suisse alémanique ont depuis retiré l'ouvrage de la vente à la suite d'une intervention d'un avocat représentant un haut fonctionnaire cité dans l'un des chapitres, bien qu'aucun tribunal n'ait rendu de décision à ce sujet.

Alors que les électeurs suisses se rendront aux urnes le 27 septembre 2026 pour se prononcer sur l'initiative « Préserver la neutralité suisse », cet entretien jette un regard critique sur les forces en présence et sur les risques qu'elles font peser sur le rôle de médiateur de la Confédération.

Interview

Patrik Baab: À votre avis, qui pousse la Suisse vers l'OTAN ?

Rafael Lutz: Il s'agit d'un réseau composé de médias, d'une grande partie de l'administration fédérale, de groupes de réflexion et de segments de l'industrie de la défense — en bref, un lobby pro-OTAN. Depuis 2022, le Département fédéral des affaires étrangères et le Département fédéral de la défense ont pris les rênes ; ce réseau ne peut être attribué à des individus spécifiques mais opère de manière structurelle à travers plusieurs institutions.

**« En bref, il s'agit d'une campagne visant à
déstabiliser les bons offices de la Suisse. »**

Patrik Baab: Existe-t-il en Suisse un complexe médiatico-politico-militaire, similaire à celui que l'on trouve aux États-Unis ?

Rafael Lutz: Je ne dirais pas cela sans réserve, mais des diplomates chevronnés, tels que l'ancien ambassadeur Vettovaglia, utilisent cette expression en référence aux États-Unis. C'est une exagération, mais cela va dans ce sens : aujourd'hui, ce sont principalement les « partisans de l'OTAN » ou de « l'UE » qui font carrière à

des postes clés au sein de l'industrie des médias, de l'administration fédérale et de puissants groupes de réflexion, tandis que d'autres voix sont de plus en plus marginalisées.

Patrik Baab: La Suisse, avec sa position pro-OTAN, est-elle en train d'abandonner sa neutralité perpétuelle, inscrite dans la Constitution ?

Rafael Lutz: À l'heure actuelle, la réponse est clairement non, mais les choses évoluent dans cette direction. Adhérer à l'OTAN, comme l'ont fait la Finlande ou la Suède, n'est pas à l'ordre du jour ; il n'y a pas de majorité au sein de la population en faveur de cette adhésion. Mais la tradition séculaire de neutralité et de bons offices est bel et bien remise en cause.

Patrik Baab: Les élites pro-transatlantiques saisissent-elles l'occasion offerte par l'invasion russe du 24 février 2022 ?

“Une pression directe des États-Unis et de Bruxelles”

Rafael Lutz: Oui. En très peu de temps, la Suisse s'est alignée sur les sanctions de l'UE et a depuis adopté presque tous les paquets de sanctions, presque mot pour mot, rompant ainsi avec sa pratique antérieure consistant à imposer des sanctions au cas par cas. Les pressions directes ont également joué un rôle décisif : le 27 février 2022, la secrétaire d'État adjointe américaine de l'époque, Wendy Sherman, a clairement fait savoir à la secrétaire d'État Livia Leu que la Suisse était censée adopter les sanctions ; peu après, une déclaration commune a même été publiée, apparemment sans consultation préalable de Mme Leu elle-même. Des pressions sont également venues de Bruxelles. Résultat : ni les États-Unis ni la Russie ne considèrent désormais la Suisse comme un État neutre.

Patrik Baab: Combien de milliards provenant des contribuables suisses ont déjà été consacrés à la guerre en Ukraine ?

Rafael Lutz: Il serait intéressant de connaître le chiffre exact, mais au moins trois ou quatre milliards de francs ont déjà été dépensés. La prise en charge des environ 70 000 à 80 000 réfugiés ukrainiens en Suisse bénéficiant du statut de protection S a déjà coûté à elle seule plusieurs milliards. En outre, dans le cadre du programme dit de reconstruction, le gouvernement a promis quatre à cinq milliards supplémentaires d'ici 2035, c'est-à-dire au cours des dix prochaines années. Ce sont là des sommes incroyables, et bien sûr, on peut se demander si, en tant que démocratie, c'est ce que nous voulons ou non.

Patrik Baab: L'économie suisse repose sur quatre piliers étroitement liés à l'échelle internationale : la finance, l'industrie pharmaceutique, le commerce des matières premières et le transport maritime. Cela rend-il la Suisse vulnérable au chantage ? A-t-elle subi des pressions de la part de l'UE et de Washington, du genre « Rejoignez-nous pour imposer des sanctions, sinon nous vous sanctionnerons » ?

Rafael Lutz: Je ne peux pas affirmer avec certitude s'il s'agissait d'un chantage au sens strict du terme, mais il y a clairement eu des pressions. En 2025, Trump a temporairement imposé des droits de douane pouvant atteindre 39 % à la Suisse, ce changement de politique nuit donc à la Suisse sans lui apporter aucun bénéfice. Même nos soi-disant alliés font ce qu'ils veulent de nous: historiquement, il n'y a pratiquement jamais eu de frictions avec la Russie, mais il y a eu des conflits répétés avec les Américains, qui ont également sanctionné les banques suisses.

“Ce changement de cap nuit donc à la Suisse sans lui apporter aucun bénéfice.”

Patrik Baab: Moscou s'est-elle donc montrée globalement équitable envers la Suisse, alors que Washington ne l'a pas été ?

Rafael Lutz: Je ne dirais pas « équitable », mais dans l'ensemble, la Russie s'est contentée de prendre acte de ces développements et, en réalité, a désigné la Suisse comme un État ennemi: Lavrov et le gouvernement russe l'ont clairement fait savoir. Cela se traduit également par le déclin de l'influence de la Suisse en tant que médiateur, par exemple dans le conflit avec l'Iran.

“On constate que la Suisse a perdu son importance en tant que médiateur.”

Patrik Baab: L'Ukraine elle-même a-t-elle tenté d'influencer la politique et la culture suisses ?

Rafael Lutz: Il existe plusieurs exemples. Des responsables ukrainiens ont tenté de saboter l'élection de l'ancien conseiller fédéral Alain Berset au poste de secrétaire général du Conseil de l'Europe après qu'il eut prudemment critiqué une « frénésie guerrière ». En 2024, l'ambassadrice ukrainienne Iryna Venediktova est intervenue avec succès pour empêcher la projection du film «

Russia at War » au Festival du film de Zurich: allant même jusqu'à s'adresser directement au Département fédéral des affaires étrangères, et a tenté, sans succès, d'empêcher une représentation de la chanteuse Anna Netrebko.

Patrik Baab: Cela va-t-il jusqu'à inclure des attentats perpétrés sur le sol suisse, comme celui visant la figure de l'opposition ukrainienne Stanislaw Dombrowski en juin 2025 ?

Rafael Lutz: Oui. Dombrowski, qui avait même voulu devenir maire d'Odessa et y était connu comme une figure du monde culturel et du théâtre, s'est enfui en Suisse en 2022 car, en tant que détracteur du président Zelensky, il avait déjà eu des démêlés avec les services de renseignement intérieurs ukrainiens. Il avait déjà fait l'objet de trois tentatives d'assassinat en Suisse — à une occasion, sa maison a été incendiée — avant d'être blessé par balle par un inconnu à l'été 2025, à Diepoldsau, dans le canton de Saint-Gall, alors qu'il se rendait au travail. Dombrowski lui-même accuse l'actuel chef des services de renseignement intérieurs ukrainiens d'être à l'origine de cet acte. Qui est réellement derrière tout cela reste incertain; l'enquête est en cours, mais cela correspond à un schéma qui a également été observé dans d'autres pays et qui concerne des personnalités de l'opposition ukrainienne.

“Il y a eu des tentatives d'attentats en Suisse”

Patrik Baab: La Suisse est-elle en train de perdre son rôle traditionnel de médiateur, par exemple dans le conflit avec l'Iran ou lors de la Conférence de Bürgenstock ?

Rafael Lutz: Oui, c'est tout à fait évident. Dans les négociations concernant l'Iran, ce sont aujourd'hui le Pakistan, le Qatar ou la Turquie qui ont tendance à jouer le rôle central — et non plus Genève. Et la « conférence de paix » très médiatisée de Bürgenstock en 2024 a été organisée sans la participation de la Russie, à la demande expresse du président Zelensky — la ministre des Affaires étrangères de l'époque, Viola Amherd, s'est laissée utiliser par Zelensky au lieu d'insister sur le rôle traditionnel de la Suisse en tant que médiatrice.

Patrik Baab: Y a-t-il des purges ciblées contre les défenseurs de la neutralité au sein de l'appareil sécuritaire et militaire suisse ?

Rafael Lutz: Dans mon livre, je décris trois cas. Jean-Daniel Ruch, diplomate chevronné et ancien ambassadeur de Suisse en Israël et, auparavant, en Turquie, devait devenir le nouveau secrétaire d'État à la politique de sécurité en 2023; en fait, le numéro deux du ministère de la Défense. Après le 7 octobre 2023, l'ancien député UDC et lobbyiste pro-israélien Alfred Heer a écrit dans *Die Weltwoche* que Ruch était en quelque sorte un « idiot utile du Hamas ». Peu après, le *Blick* a rapporté que Ruch avait eu une liaison lorsqu'il était ambassadeur en Israël: une allégation remontant à plus de dix ans et connue de longue date. Un dossier prétendument compromettant cité par le *Blick* n'a jamais officiellement été rendu public ; ni Ruch ni le DDPS ne l'ont jamais vu. Ruch n'a finalement pas pris ses fonctions et son successeur, Markus Mäder, est considéré comme l'un des moteurs du rapprochement avec l'OTAN.

Patrik Baab: Et qu'en est-il du cas d'un conseiller militaire suisse auprès de l'OSCE [Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe] qui a fait l'objet d'une enquête pour espionnage et trahison ?

Rafael Lutz: Ce conseiller militaire, que j'appellerai AF, entretenait des contacts avec des délégations russes et pro-russes pour le compte de ses supérieurs, car presque personne d'autre ne dialoguait avec elles. Après qu'une rencontre eut été observée dans un café viennois, il a été dénoncé aux autorités suisses par un officier des services de renseignement ukrainiens nommé Alexander Daniluk. L'affaire est toujours en cours, mais selon moi, elle sera probablement classée sans suite.

Patrik Baab: Une femme joue également un rôle de premier plan au sein du ministère de la Défense : Pälvi Pulli, originaire de Finlande, qui aurait habilement gravi les échelons jusqu'au sommet.

“Pälvi Pulli – Des histoires d'amour pleines de rebondissements”

Rafael Lutz: Pälvi Pulli est depuis longtemps une figure clé de la politique de sécurité suisse. Elle est actuellement la numéro deux du Secrétariat d'État à la politique de sécurité et occupait auparavant le poste de responsable de la politique de sécurité au Département de la défense, une fonction clé qui a joué un rôle déterminant dans l'élaboration des rapports sur la politique de sécurité ces dernières années. Arrivée en Suisse depuis la Finlande à l'âge de 21 ans environ, elle a d'abord travaillé notamment dans des bars, puis dans divers

services avant de faire carrière au DDPS. Elle a succédé à Christian Catrina, avec qui elle avait auparavant eu une liaison — un détail qui, comme on dit aujourd'hui, laisse un arrière-goût.

Patrik Baab: Comment peut-on gravir les échelons si rapidement ?

Rafael Lutz: Ce qui m'importe ici, c'est que ce n'est pas une critique à son égard en tant que personne: elle est manifestement très intelligente, parle plusieurs langues et s'est très vite intégrée à la société suisse. Je ne veux pas non plus porter de jugement moral à ce sujet, mais cela soulève la question de savoir si une personne d'origine finlandaise; la Finlande ayant historiquement été en guerre avec la Russie, pourrait ne pas nourrir également certains ressentiments anti-russes. Qu'une telle personne accède à ce poste clé aurait été impossible il y a quelques décennies, et pour moi, c'est un excellent exemple de la façon dont l'appareil de sécurité et le DDPS dans son ensemble ont évolué. Ma critique ne vise donc pas Mme Pulli elle-même, mais le système qui permet que de telles décisions soient prises.

Patrik Baab: Je me suis immédiatement demandé si Mme Pulli avait des liens avec les services de renseignement de l'OTAN.

Rafael Lutz: C'est une bonne question. Mais je ne veux pas m'exprimer sur quelque chose que j'ignore — je ne veux pas spéculer.

Patrik Baab: Dans l'ensemble, vous décrivez plusieurs cas de ce type dans votre livre.

“Les partisans de la neutralité et les détracteurs de l'OTAN ont été chassés”

Rafael Lutz: Exactement: il existe d'autres exemples où, pour le dire sans détours, les partisans de la neutralité et les détracteurs de l'OTAN ont été littéralement chassés de l'administration. Je décris Ruch, AF et Pulli avec une minutie particulière; ensemble, ils illustrent comment la politique du personnel dans ce domaine sensible a évolué ces dernières années.

Patrik Baab: Quel rôle jouent les think tanks transatlantiques en Suisse ?

Rafael Lutz: Un rôle important. L'administration fédérale recrute souvent au sein de think tanks tels que le Foraus, de tendance libérale de gauche, ou le Centre d'études sur la sécurité de l'ETH Zurich. Ceux qui y font carrière sont

principalement ceux qui soutiennent les accords-cadres avec l'UE et un rapprochement avec l'OTAN ; d'anciens partisans des livraisons d'armes à l'Ukraine sont soudainement nommés « experts en neutralité » au sein d'organismes gouvernementaux.

“Ceux qui soutiennent un rapprochement avec l'OTAN feront carrière”

Patrik Baab: Et en ce qui concerne l'industrie de l'armement : Elbit a également fourni du matériel militaire pour l'opération dans la bande de Gaza - pour le génocide dans la bande de Gaza. Quelle influence exerce cette entreprise israélienne ?

Rafael Lutz: Elbit est l'un des plus grands fournisseurs de l'armée israélienne ; c'était à l'origine une entreprise publique, mais elle est désormais privée. Depuis plusieurs années déjà, l'entreprise possède une filiale suisse, Elbit Systems Switzerland, ainsi qu'un centre d'essais à Berne ; elle travaille en étroite collaboration avec l'armée suisse et vise à devenir l'un des principaux fournisseurs de celle-ci. Elle fournit notamment des drones Hermes, commandés dès 2015 et qui ne sont toujours pas opérationnels à ce jour en raison de problèmes techniques, ainsi que du matériel radio. Cette étroite coopération est à elle seule très problématique du point de vue de la neutralité, étant donné qu'Elbit est l'un des principaux fournisseurs d'armes de l'armée israélienne.

Patrik Baab: Y a-t-il également des liens au niveau du personnel ?

Rafael Lutz: Un autre aspect frappant est l'effet de « porte tournante » : Jakob Baumann, l'actuel président du conseil d'administration d'Elbit Switzerland, était auparavant à la tête d'Armasuisse ; il a ensuite rejoint la société israélienne Bagheera - qui, à son tour, fournit la technologie pour les drones Elbit commandés par la Suisse pour 300 millions de francs suisses, avant de revenir chez Elbit. Savis, qui était responsable des achats chez Armasuisse, travaille désormais pour Pilatus, qui fournit notamment des pièces pour le F-35. Pour Lockheed. En ce qui concerne les avions de chasse F-35 de Martin, le prix fixe promis aux électeurs a désormais été dépassé d'au moins 1,3 milliard de francs ; il en va de même pour les systèmes Patriot.

Patrik Baab: Quel rôle jouent les conglomérats financiers internationaux américains tels que BlackRock, State Street ou Vanguard ? Exercent-ils une influence par l'intermédiaire des banques ou de l'industrie suisses pour entraîner le pays plus profondément dans les guerres ?

“Les banques suisses ont fait pression pour l'adoption des sanctions”

Rafael Lutz: Je ne peux pas vraiment me prononcer là-dessus. Ce qui frappe, c'est simplement que ces sociétés sont présentes partout : BlackRock détient des participations importantes dans pratiquement tous les grands fournisseurs de l'industrie de la défense, y compris Rheinmetall. Leurs bénéfices ont explosé depuis 2022, tout comme ceux d'Elbit. Cependant, je n'attribuerais pas un rôle central et déterminant à BlackRock ou à Vanguard. La situation est différente avec UBS : ce sont les banques suisses, menées par UBS, qui ont elles-mêmes exercé des pressions sur le Conseil fédéral en 2022 et plaidé en faveur de l'adoption de sanctions - sans doute pour faire porter la responsabilité de la résiliation des relations avec les clients aux décideurs politiques plutôt que de l'assumer elles-mêmes.

Patrik Baab: Quel rôle les médias jouent-ils dans les efforts visant à rapprocher la Suisse de l'OTAN ?

Rafael Lutz: Un rôle très central - en particulier la NZZ, qui est considérée comme une référence au sein de l'administration fédérale : lorsque la NZZ publie quelque chose, cela est rapidement pris pour argent comptant dans ce milieu. Cela marque un revirement par rapport à l'époque du légendaire rédacteur en chef Willy Bretscher, qui s'est battu avec véhémence pour la neutralité.

“Les médias suisses en mode guerre”

Patrik Baab: Les médias suisses sont-ils en « mode guerre », comme l'illustre le chroniqueur de la NZZ Peter Hässler, qui décrit l'initiative sur la neutralité comme une position pro-Kremlin ?

Rafael Lutz: On pourrait le dire, du moins en ce qui concerne certains journalistes. Hässler est l'une des voix les plus influentes de la NZZ ; il appelle ouvertement en faveur d'un débat sur l'adhésion à l'OTAN et entretient des liens

étroits avec l'ancien chef des Forces armées suisses Thomas Süssli, avec lequel il a coécrit un livre. Il y a quelques décennies, une telle prise de position aurait été impensable à la NZZ.

Patrik Baab: Ce qui frappe, c'est ceci : les principaux médias suisses adoptent une position pro-OTAN sur la guerre en Ukraine, mais une position pro-américaine et pro-israélienne sur la guerre d'Israël contre l'Iran et le génocide dans la bande de Gaza. D'où cela vient-il ?

Rafael Lutz: Je ne vois pas là de contradiction. Même pendant la Guerre froide, les médias suisses étaient très pro-Washington ; les États-Unis sont culturellement plus proches de la Suisse que ne l'est la Russie. Les rédacteurs en chef des grands journaux ont également tendance à prendre le parti d'Israël plutôt que celui des Palestiniens et s'accrochent au discours présentant Israël comme la seule démocratie du Moyen-Orient; un discours qui est diamétralement opposé à l'opinion publique réelle en Suisse.

Patrik Baab: Le 27 septembre, la Suisse se prononcera sur l'initiative sur la neutralité. De quoi s'agit-il, et est-elle dénigrée sous le nom d'« initiative Poutine » ?

“Les partisans de la neutralité sont diffamés et qualifiés de propagandistes de Poutine”

Rafael Lutz: L'initiative vise à inscrire la neutralité armée perpétuelle dans la Constitution et, en règle générale, à exclure l'adhésion à des alliances militaires, sauf en cas d'attaque directe. C'est une réponse à la politique de sanctions en vigueur depuis 2022, lancée par une alliance autour de l'ancien conseiller fédéral de l'UDC Christoph Blocher et de co-initiateurs tels que René Roca. Les détracteurs qualifient sans distinction chaque partisan de propagandiste de Poutine, ce qui me rappelle la persécution des communistes pendant la Guerre froide, mais avec les rôles inversés.

Patrik Baab: La Suisse s'oriente-t-elle également vers une censure ouverte, comme c'est déjà le cas dans l'UE avec l'interdiction des médias russes ?

Rafael Lutz: Les médias russes ne sont pas interdits ici, mais des efforts vont dans ce sens: la ministre de la Défense de l'époque, Viola Amherd, a voulu introduire cette mesure en 2022/23, mais a échoué au Conseil fédéral. Il existe également un « document de stratégie sur l'espace d'information » du

Département de la défense, qui est inspiré des concepts de guerre cognitive de l'OTAN et traite des restrictions à la liberté de la presse en cas d'escalade. La responsabilité incombe au « Groupe interdépartemental contre les activités d'influence » dirigé par Benno Zogg, qui ne considère actuellement pas nécessaire une censure des médias russes à l'instar de l'UE, mais laisse la porte ouverte à cette possibilité.

“Restrictions à la liberté de la presse en cas d'escalade”

Patrik Baab: Si l'on évalue tout cela à l'aune du principe constitutionnel de neutralité : Les élites suisses des médias, de l'armée et de la fonction publique commettent-elles une haute trahison ?

Rafael Lutz: Non, je ne dirais pas cela: c'est une question piège. Ma critique porte sur le fait que ces personnes promeuvent une politique qui manque de légitimité démocratique, et qu'elles le font avec beaucoup d'habileté. Mais je ne vois pas là de haute trahison. Le véritable problème est le suivant : si la guerre en Ukraine s'intensifie et que les troupes russes se rapprochent du cœur de l'Europe, la ligne de conduite actuelle de la Suisse la rendra davantage partie prenante à la guerre au lieu de se positionner en tant que médiatrice, et ce faisant, elle risque de devenir elle-même une cible.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Interview L'OTAN Suisse